

Être ou ne pas être

C'est la question qui se pose actuellement pour les syndicalistes. De leur décision dépend la vie ou la mort d'un mouvement qui fut le suprême espoir d'affranchissement de la classe ouvrière et qui doit le redevenir.

Il est inutile d'essayer de se dissimuler la gravité de l'heure. Elle est exceptionnelle. Elle est, aussi, de celles qui ne sonnent qu'un fois au cadran de l'histoire. Il convient de ne pas la laisser passer. Il s'agit donc d'en comprendre l'importance, toute l'importance.

Bien qu'on ait souvent usé et même abusé de l'expression, en ces temps particulièrement difficiles, je crois pouvoir affirmer que les syndicalistes sont à un « tournant dangereux » de leur histoire.

Du succès ou de l'insuccès du Congrès des 15 et 16 novembre, à Lyon ; des décisions de ce Congrès, dépendent l'existence et l'avenir du mouvement syndicaliste révolutionnaire français.

Puissent les syndicats, les militants, le Congrès, être vraiment à la hauteur de leur tâche.

Si tous ont une claire vision des événements, si tous mesurent les conséquences possibles de la disparition du syndicalisme en France, il vivra, régénéré.

[|* * * *|]

En dehors de la nécessité de son existence, il faudra dire, encore et surtout, comment vivra le syndicalisme.

Pour cela, il faudra, à cette heure, particulièrement grave, « faire le point » avant de s'engager dans une voie quelconque.

Il faudra se rappeler que le syndicalisme est, à la fois, *un mouvement social d'observation et d'interprétation des faits.*

Et, tout naturellement, il faudra étudier les plus récents de ces faits, en démontrer la signification et en dégager l'enseignement pour indiquer ensuite, aussi clairement que possible, la ligne de conduite du syndicalisme.

Tout d'abord, nous devons constater la faillite de tous les partis politiques, que ceux-ci soient bourgeois ou ouvriers.

De l'extrême-droite à la gauche « la plus avancée » les partis politiques bourgeois ont démontré leur impuissance totale à résoudre les problèmes posés par les « contradictions internes » du capitalisme et ses nécessités vitales.

De plus, le monde bourgeois ne peut plus nier qu'une nouvelle organisation sociale lui soit nécessaire pour poursuivre son évolution. Cette nouvelle organisation s'élabore d'ailleurs chaque jour dans son sein, malgré les résistances de ses forces politiques actuelles qui luttent, contre toute évidence, pour ne point disparaître.

Le capitalisme moderne, avec ses cartels et ses grands trusts internationaux, exige un cadre autrement vaste, souple et mieux approprié que le système élaboré par la Constituante et réformé par Napoléon I^{er}. Son évolution, son développement, l'assurance de son équilibre exigent que de profondes modifications soient apportées sans délai aux formes politiques désuètes, anachroniques, qui régissent encore la société moderne.

Le capitalisme sait cela, et tous ses efforts tendent à se donner une nouvelle doctrine de gouvernement, à reformer l'État sur de nouvelles bases, à mettre sur pied une nouvelle organisation sociale. Il n'est point besoin d'être grand clerc pour s'apercevoir que Mussolini en tente, en ce moment, l'expérience limitée, mais certaine.

L'avènement de la haute finance, à la direction suprême de l'économie capitaliste, les rôles nouveaux assignés à

l'industrie et au commerce, leur classification intérieure, la main-mise sur les matières premières par les grandes banques, sont autant de facteurs qui ont posé le problème de la *réorganisation politique et sociale du capitalisme*.

Si l'on peut déclarer que l'avenir du monde bourgeois dépend de l'ensemble de solutions qui seront apportées par lui, on peut aussi affirmer sans crainte que le succès ou l'insuccès de cette entreprise gigantesque dépendra davantage encore de l'intelligence, de la clairvoyance et de l'action vigoureuse du prolétariat.

En un mot, quels que soient les efforts tentés par le capitalisme pour rénover ses institutions, pour élargir son cadre, il ne réussira que si le Travail est incapable, par une action cohérente, de longue haleine, vigoureuse et hardie, de s'opposer à son activité.

Si le capitalisme a trouvé, comme tout semble l'indiquer, sa formule nouvelle de gouvernement ; s'il a su établir et tracer le cadre nécessaire à son évolution ; s'il a soigneusement classé ses forces par ordre d'importance ; s'il a trouvé la forme de leur liaison nécessaire, il est de toute évidence que la classe ouvrière doit opérer d'une façon identique. Il ne se trouvera, je pense, personne pour contester l'utilité d'une telle chose.

[|* * * *|]

En effet, s'il est indéniable que les partis politiques bourgeois, sont impuissants à assurer la restauration et la rénovation du capitalisme, il est également certain que les partis politiques ouvriers sont non moins impuissants à réaliser la moindre parcelle de leur programme en régime bourgeois et moins encore capables, par la conquête du pouvoir et le jeu du Parlement, d'assurer la libération des travailleurs.

Poursuivre, avec de tels moyens de combat la disparition des

classes et celle de l'État est, aujourd'hui, chimérique ou enfantin.

La faillite des partis socialistes d'Allemagne, d'Angleterre, de Suède, de Danemark, de Belgique, qui furent ou sont au pouvoir en régime bourgeois, est là pour l'attester.

Celle du parti communiste au pouvoir en Russie depuis 9 ans, aussi totale que celle des partis socialistes, est là encore pour le confirmer. Et il en sera – que dis-je, il en est déjà – en France comme partout.

La déviation, le fiasco des mouvements syndicalistes social-démocrates liés aux mouvements politiques socialistes ou communistes dans ces mêmes pays, prouvent également que les forces ouvrières ne doivent pas, pour atteindre leurs buts, emprunter cette forme de groupement dans le combat social.

C'est ainsi que se trouvent condamnés à la fois les groupements politiques et économiques actuels dépassés par l'évolution du capitalisme.

Les anciennes luttes des partis bourgeois et ouvriers pour la conquête du pouvoir sont, aujourd'hui, virtuellement terminées.

Maintenant, c'est *de luttes de classes* qu'il s'agit. Et ce ne sont plus tels ou tels partis, champions momentanés, de ces classes dans l'arène politique, qui se heurtent, ce sont ces classes elles-mêmes, organisées dans toutes leurs parties, dont chacune a une tâche distincte à accomplir et doit l'accomplir.

C'est de cette façon que les deux conceptions rivales vont s'affronter désormais. D'une part, le capitalisme prétend assurer sa suprématie *en organisant les classes*, en les superposant au moyen d'organismes industriels ayant une expression à la fois politique et économique sur le plan local, régional et national, dont la direction serait entre

les mains des possédants, ce qui leur donnerait aussi la direction de l'État nouveau.

C'est la solution fasciste. C'est la doctrine sociale de gouvernement de l'Argent, du capitalisme moderne cent pour cent, utilisant et adaptant le syndicalisme à ses nécessités.

D'autre part, les travailleurs veulent supprimer d'abord les classes par l'abolition de la propriété individuelle, par l'expropriation révolutionnaire et faire disparaître l'État, dont l'existence ne se justifiera plus, puisque selon Lénine – et, pour une fois, je me rallie à lui, – *l'État est l'instrument d'oppression d'une classe par l'autre*. La propriété individuelle, cause d'oppression, disparaissant, il est tout naturel que l'État, *effet et instrument* de cette oppression, disparaisse également.

C'est ainsi que la lutte va s'engager et c'est pour atteindre ces objectifs que les classes vont s'affronter sous peu.

Il convient donc qu'aux formations capitalistes nouvelles, modernisées, les ouvriers puissent opposer des formations d'égale souplesse, de force supérieure, s'ils veulent vaincre.

De toute évidence, une telle lutte comporte, de part et d'autre, la disparition des Partis. À *la force capitaliste unique*, organisée sur les bases du syndicalisme adapté aux nécessités de l'action poursuivie par le monde bourgeois, *il faut pouvoir opposer la force ouvrière unique*. Et, celle-ci ne peut être que le Syndicat, groupement naturel de classe ne rassemblant que des hommes chez qui la concordance des intérêts doit fatalement faire naître l'identité de doctrine, d'idéal et de moyens d'action.

Que pourraient, en effet, contre le nouvel appareil capitaliste, les diverses fractions politiques actuelles de la classe ouvrière qui se combattent mutuellement ?

Quel moyen efficace d'action peuvent avoir à leur disposition

ces formations politiques hétérogènes où l'ouvrier et le patron sont « théoriquement (